

# ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

N° 38

Novembre 1978

2 frs / 25¢

## Mobilisations à l'université

Les autorités universitaires imposées par la dictature ont implanté la FECHCH, la Fédération des centres d'Etudiants, qui à son tour est nommée par les mêmes fascistes. La riposte à cette nouvelle mesure contre les étudiants ne s'est pas fait attendre et le mouvement étudiant a refusé de reconnaître les dirigeants imposés, en réalisant des assemblées dans les écoles et en élisant démocratiquement des commissions de représentants formées lors d'assemblées de 400 jeunes en Droit, de 700 en Génie et à l'Institut pédagogique, une nouvelle manifestation a été organisée contre les désignations et pour des élections libres.

Les Noyaux de Résistance universitaire du Front du Peuple ont mené une grande campagne contre la farce de la FECHCH. Déjà dans leur journal *Libération* de mai et de juin de cette année, ils mettaient de l'avant: "Les Centres d'étudiants fantômes qui existent actuellement ne représentent que leurs ineptes composantes. . . La mesure décidée par le Conseil supérieur, de former une nouvelle Fédération des étudiants ne correspond pas aux nécessités de solutionner les problèmes étudiants, mais elle correspond beaucoup plus à la nécessité pour le fascisme d'améliorer son image si ternie face à ses maîtres impérialistes." Les camarades du Front du Peuple ont aussi mis de l'avant que: "Les étudiants n'ont rien à voir avec l'élaboration du projet FECH; celui-ci ne représente ni ne pourra jamais représenter nos intérêts parce qu'il n'est pas né du

produit de la discussion et de l'élaboration commune d'une communauté universitaire autonome, mais est surgi des plus fervents désirs des autorités pour être représentants des masses étudiantes et ceci peut nous réjouir un peu car plus les fascistes volent haut, plus leur chute sera douloureuse."

Les Noyaux de Résistance universitaire (NRU) du Front du Peuple ont également distribué des milliers de tracts, dans lesquels on peut lire: "Camarades, nous ne pouvons permettre l'imposition d'une fédération étudiante fasciste qui ne représente pas le sentiment ni les intérêts de la vaste majorité universitaire; c'est pour cela que nous devons répudier massivement la farce éhontée qu'on a ourdie dans notre dos. C'est seulement avec l'unité et la lutte de tous les étudiants qui ne se soumettent pas à la répression physique et intellectuelle que nous forgerons nos propres organisations et fédérations qui nous représentent."

Pour leurs parts, le PCR et le MIR, dans une déclaration conjointe signée par leurs directions universitaires appellent à lutter unitairement pour la libre organisation étudiante indépendante de la dictature et la liberté d'élection des dirigeants et concrètement lancent l'appel de rejeter les Centres d'étudiants et la Fédération que la dictature prétend imposer.

40p. 8851 \* \* \*



Manifestation des étudiants de l'Institut Pédagogique de l'Université du Chili contre les dirigeants imposés et pour des élections libres.



## La "justice chilienne" et le cas Letelier

Durant tout le mois d'octobre, devant les tribunaux de justice du Chili, se sont déroulés les "interrogatoires" des inculpés dans l'assassinat d'Orlando Letelier. Ces interrogatoires ont été menés par le président de la cour suprême lui-même, Israel Borquez, qui s'est entêté à maintenir le secret sur l'essentiel de ce procès.

D'après ce qui a filtré de ces audiences, on sait que malgré toute l'abondante documentation qui fut envoyée des Etats-Unis et qui incrimine directement comme auteurs d'assassinats les trois officiers de la DINA, ceux-ci ont compté sur une bienveillance marquée de la part de la magistrature, se prétendant des plus "étrangers" à tout ce dont on les accuse et absolument innocents.

Dans sa comparution le 17 octobre, le capitaine Armando Fernandez Larios, co-auteur direct avec Michael Townley de l'assassinat, a déclaré: "Il est vrai que j'étais aux Etats-Unis et les dates d'aller et de retour de mon voyage étaient connues par tous mes parents et amis, qui me chargèrent aussi de plusieurs services." "Durant mon séjour dans ce pays, la seule chose que je fis fut de rester chez ma sœur qui habite les Etats-Unis depuis plusieurs années."

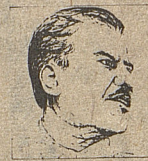
Pour sa part, le colonel d'armée Pedro Espinoza, sous-directeur de la DINA, est inculpé d'être celui qui a "transmis l'ordre à Fernandez Larios et à Michael Townley de préparer l'opération". Il a aussi nié toute participation aux préparatifs de l'assassinat de Letelier, rejetant complètement l'accusation portée par la justice américaine et par conséquent la demande d'extradition qui accuse: "... assassinat illégal, volontaire, malicieux, prémédité et délibéré d'Orlando Letelier, fonctionnaire étranger" (...). "assassinat malicieusement prémédité de Ronni Mottiff, moyennant un engin explosif".

Mais la partie la plus originale des "interrogatoires" a été la comparution de l'ex-chef de la DINA Manuel Contreras Sepulveda. Non seulement s'est-il présenté comme une colombe innocente, dégagé de tout, mais il est décidément passé à l'attaque en déclarant: "Tout ce qui arrive maintenant est le produit des machinations de la CIA, laquelle a envoyé au Chili son agent Michael Townley pour créer les conditions qui permettraient de créer un grave problème international."

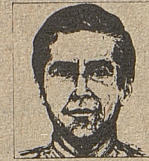
Cette nouvelle version a été conseillée à Manuel Contreras par un de ses complices civils, l'archi-réactionnaire journaliste Rafael Otero, qui travaillait comme conseiller aux relations publiques à l'ambassade chilienne à Washington à l'époque de l'assassinat de Letelier et qui, actuellement, travaille comme conseiller en communications du gouvernement fasciste. Otero, après une



• Manuel Contreras



• Pedro Espinoza



• Armando Fernández

longue "enquête", a "trouvé" les vrais coupables de l'assassinat et a proclamé l'innocence de l'ex-chef de la DINA. Selon ses propres déclarations à la revue *Hoy*, les faits seraient les suivants: "La DINA fut organisée par la CIA. La CIA a accepté de collaborer avec le gouvernement chilien depuis septembre 1973 pour l'aider à organiser un service d'intelligence." "Je l'affirme parce que je le sais."

"La CIA a placé ses agents dans la DINA. L'un d'eux était Michael Townley, qui s'y est enrôlé parce qu'il est un James Bond amateur et parce que son père fut, pendant plusieurs années, le chef de la CIA au Chili, sous le déguisement de gérant de Ford."

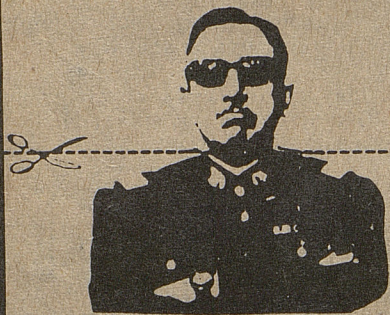
"L'ordre de tuer Letelier a été donné par le KGB soviétique par l'entremise de ses quartiers à La Havane. L'objectif: détruire le gouvernement chilien. Comment? En provoquant un conflit international. La CIA a appris ce qui se passait et n'a posé aucun problème au fait que ses agents collaborent (Townley et des Cubains). Les organismes de renseignements "amassent" des faits et les gardent dans des coffres-forts pour les utiliser quand bon leur semblera. Tout s'est passé en grande partie en septembre 1976, car on savait que Carter allait triompher et qu'il aurait besoin de faire quelque chose d'important au niveau international (renverser Pinochet)."

De cette manière, le "sage" journaliste tente de démontrer l'innocence de l'ex-chef de la DINA. Mais quoi qu'il en soit, c'est sûr que la CIA et d'autres services d'espionnage américains ont collaboré étroitement avec le gouvernement de Pinochet, en l'aidant et en l'entraînant dans les mesures répressives. Les principaux faits du "cas Letelier" fournissent suffisamment de preuves qui condamnent directement les trois officiers et Pinochet comme les auteurs de l'assassinat.

Qu'aujourd'hui on "découvre" que Townley était un agent de la CIA, ceci n'empêche pas que déjà avant le coup d'Etat il prêtait ses services au fascisme local et fut en outre l'un des techniciens de "confiance" de l'équipe dirigeante de la DINA. Et qu'autant

### ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"

Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes  
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple  
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en  
anglais, en allemand, et en italien



Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_

Disponible de

**ANCHA**  
B.P. 59, Cedex 13  
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement:

**En Europe:** 1 an 30 francs  
abonnement d'appui 50 francs ou plus  
**Ailleurs:** 1 an \$10.00  
abonnement d'appui \$15.00 ou plus  
Prière d'envoyer tous les chèques  
ou mandats postes à cette adresse  
à l'ordre de **Guerrien**  
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

**Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne**  
B.P. 185, station Outremont,  
Montréal, Québec, Canada

ou du: **Centre national de Publications**  
B.P. 727, station Adelaide,  
Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin



Townley que son épouse Mariana Callejas, selon les déclarations de celle-ci à la presse chilienne, recevaient leur salaire du dit organisme répressif et que leurs meilleurs amis étaient Manuel Contreras, Pedro Espinoza et Armando Fernandez Larios.

Maintenant, les marionnettes qu'a à son service le fascisme dans notre pays, dans ce cas-ci les représentants de la justice, tentent par tous les moyens de falsifier et de maquiller les faits pour tenter d'empêcher l'extradition des trois accusés. Ainsi, non seulement escamoteront-ils les trois inculpés des mains de la justice

américaine, mais, en faisant ceci, ils couvriront aussi le principal responsable de ce crime et de tant d'autres milliers d'assassinats, le tyran Pinochet.

Pour sa part, la justice américaine, informée du processus que mène la cour suprême du Chili pour approuver ou rejeter la demande d'extradition, a fait savoir que le procès pour l'assassinat d'O. Letelier commencera aux Etats-Unis en janvier 1979 avec ou sans la présence des officiers chiliens accusés d'y être impliqués.

\* \* \*

## Propagande de la Résistance

*Nous publions ci-dessous, l'éditorial de la "Voix de l'acier" du 5 septembre 1978, journal des ouvriers du Front du Peuple de Huachipato dans lequel on analyse la situation chilienne actuelle et les tâches de la lutte de notre peuple.*

### La dictature s'empresse

"La situation est insoutenable" c'est ce que disent les mineurs du cuivre à Chuquicamata, les travailleurs de l'acier de Huachipato, les mineurs du charbon d'Alota et ils représentent le sentiment de tous les salariés. Et par ce "ça suffit la patience" nous commençons la "pression des repas" en généralisant un fait dramatique. Nous préférons travailler en ayant faim pour pouvoir laisser de l'argent à nos femmes et petits. Les étudiants réclament leurs droits dans les universités de Santiago et ici à Concepcion on refuse de déjeûner le 11 septembre pour manifester notre rejet de la dictature et pour appuyer nos revendications. Les peuples à travers le monde organisent aussi des actions de solidarité avec notre juste lutte.

Ces trois entreprises ont la particularité d'appartenir à l'Etat (qui est une machine pour défendre les intérêts des riches) aussi leurs profits, ajoutés aux impôts fournissent l'argent pour payer la Junte, les ministres, les Forces Armées bourgeoises, les organismes de sécurité (DINA-CNI), pour payer la plus grande dette extérieure de notre histoire, pour acheter des bateaux de guerre, des avions, des tanks, des balles, des projectiles, des armes modernes, etc.

Le conflit de Chuquicamata, qui a gagné l'appui de tout le peuple, a démontré clairement la position de la dictature face aux revendications pour une amélioration économique. Alors que les dirigeants de la direction régionale étaient rappelés périodiquement à Santiago pour avoir des "conversations", ils déclaraient l'état de siège dans la province de Loa. Que nous les travailleurs ne mangions pas, cela n'intéresse pas les ministres et les généraux. Leur principale préoccupation est que nous ne cessions pas de produire, c'est pour cela qu'ils ont envoyé des soldats pour surveiller des mineurs. L'an passé, les profits de Codelco ont été de \$178 millions; cette année, le prix du cuivre et ses ventes ont monté, par conséquent les profits seront plus grands. Leurs désirs véhéments de ne pas en informer l'opinion publique a échoué. Ils se contredisent entre eux. Premièrement le ministre des Finances a dit que les revendications monteraient à \$148 millions; par la suite l'administration de Codelco a affirmé qu'elles ne monteraient qu'à \$30 millions. Au moment de mettre sous presse, l'état de siège se poursuit, le nombre de travailleurs détenus et emprisonnés atteint soixante-douze selon les chiffres officiels, alors que le peuple à Chuqui affirme qu'il y en a plus de 100. Malgré la duperie, les manœuvres et la répression de gangster avec lesquelles la dictature affronte les problèmes syndicaux, les mineurs ont obtenu par leur lutte certains bénéfices: 1) des trianas à compter du 1er août de cette année qui montent à la moyenne vitale de l'échelle A de Santiago, 2) des étrennes pour les fêtes nationales pour les mineurs de Chuqui, d'Antofagasta et de Tocopilla, 1,608 pesos pour les mariés, 1,132 pesos pour les célibataires payables le 15 septembre de chaque année, 3) des bourses pour les fils des travailleurs qui étudient à l'université, 1,500 pesos par mois pour ceux qui étudient à l'extérieur de la province et 500 pesos pour ceux qui étudient dans la localité même. Cet accord qui favorise les échelles B et C n'inclut pas les superviseurs: les démarches continuent pour l'amélioration générale des soldes et des salaires. Quant à elle, la liberté conditionnelle de tous les travailleurs emprisonnés pour avoir participé au mouvement n'a pas encore été obtenue. La situation à Huachipato est semblable; cela fait des années que nous exposons nos problèmes économiques et la seule réponse a été la duperie, les manœuvres et la répression. A ceci s'ajoute le plan de la compagnie pour mettre à pied 1,000 travailleurs de plus. Depuis que nous



refusons de prendre la collation pour exiger une amélioration, nous travaillons sous la garde de soldats en civil et en uniforme, le jour et la nuit. Nous, les travailleurs de Huachipato, jouissons de la solidarité totale des travailleurs de la CAPE tant à Santiago qu'à la mine de fer. Le président du syndicat du fer a déclaré: "Le problème des travailleurs de Huachipato est le même que le nôtre, il est économique et le nôtre est plus grave parce que dans certaines mines on a commencé les mises à pied. C'est pour cela que nous avons exprimé notre entière solidarité envers les travailleurs de Huachipato pour leur mauvaise situation."

A Lota, à la très grave situation de surexploitation et de misère des mineurs du charbon s'ajoute la myopie des personnalités de la dictature. Celles-ci menacent par le biais du ministre de l'Economie de fermer les mines de Lota et de Schwager et d'en finir d'ici dix ans avec la Enacar.

### La dictature des monopoles et de l'impérialisme

Le Chili traverse une profonde crise économique et politique, engendrée principalement par l'impérialisme américain et les monopoles nationaux. Pour s'en sortir, ils ont premièrement instauré la dictature militaire fasciste, en renversant dans un bain de sang le gouvernement de l'Unité populaire, et par la suite, inspirés par les secteurs les plus rétrogrades, ils ont imposé un programme économique destiné à rejeter le fardeau de la crise sur le dos du peuple et à sauver le régime capitaliste dépendant de l'impérialisme américain.

C'est ainsi que commença la sauvage usurpation (vol) de toutes les entreprises qui étaient dans les mains de l'Etat et des terres qui étaient entre les mains des paysans, une usurpation pour le compte des latifundistes, des grands industriels et de l'impérialisme américain. Les frontières furent ouvertes à la pénétration et au pillage impérialistes. Ils déclarèrent la liberté des prix pour pratiquement tous les produits, y compris les produits de première nécessité, ceux que consomme le peuple; l'inflation devint la plus



élevée au monde.

En même temps, ils imposèrent un rigide contrôle des soldes et salaires, les réduisant fortement par rapport aux profits du capital monopoliste. Cinq années de crise ont passé, aggravées par la récession impérialiste et la crise énergétique, que l'impérialisme décharge sur les pays dépendants comme le nôtre. Cinq ans où l'accumulation et la concentration du capital ont élevé la misère du peuple à des niveaux de famine; où, en contrepartie, le chômage, la baisse des salaires et la surexploitation déciment les masses prolétariennes et paysannes.

Un programme économique qui sert des intérêts aussi réactionnaires ne peut s'appliquer et se maintenir que par la dictature permanente (ouverte ou dissimulée) protégée par les forces armées bourgeoises.

Alors que les ultra-réactionnaires ont compté sur la large liberté et protection pour faire valoir leurs intérêts, cela fait cinq ans que le peuple survit sous les états de guerre, états de siège, états d'urgence successifs. Il nous est interdit d'élire nos représentants dans les syndicats, les assemblées (quand on arrive à en tenir) sont contrôlées et surveillées, le droit de revendication et de grève, seule arme que possède la classe ouvrière pour affronter les forces exploiteuses, est supprimé. Les monopoles ont toutes les facilités pour gagner ce qu'ils veulent, les travailleurs par contre sont soumis à un travail accablant qui n'enrichit que les capitalistes. On ne leur offre que le chômage et la prison.

Le sinistre plan Kelly a commencé à être appliqué. Le décret-loi 2200 sur le Contrat de Travail reprend ses positions sur cette question. Les mises à pied sans motifs justifiés se multiplient. La nouvelle loi de sécurité sociale qui assure le vol de nos fonds de pension doit être appliquée. Et on annonce pour l'an prochain la nouvelle convention collective, sans droit de grève, par laquelle ils veulent nous obliger à nous jeter dans la toile d'araignée de la vente au détail insensée avec le patron, pour nous humilier avec des miettes.

On peut voir qu'entre les intérêts des grands exploiters et les intérêts du prolétariat et du peuple, il existe un abîme infranchissable, qu'à la plus timide manifestation pour améliorer notre situation ils ne peuvent répondre que par la force, que les forces armées, loin d'être "apolitiques", trouvent la justification de leur existence uniquement dans la justification de leurs intérêts anti-populaires. Les "conversations" et "négociations" avec elles ne solutionnent rien.

### L'unité c'est la force

La lutte pour améliorer la situation économique de la classe

ouvrière est une nécessité que nous imposent les capitalistes. Les patrons n'ont jamais accordé d'améliorations matérielles, quelles qu'elles soient, ils ne l'ont jamais fait, sauf lorsqu'ils y ont été obligés par notre lutte ou par leurs intérêts. La journée de huit heures, par exemple, fut conquise après de longues luttes qui se sont étendues sur de nombreuses années dans tous les pays industrialisés. Toute lutte exige des sacrifices. Le 1er mai 1886, six dirigeants ouvriers américains furent pendus. Cette mesure, loin de calmer le prolétariat mondial, provoqua une vague de grèves qui consacra par sa force la journée de huit heures. Ceux qui espèrent que les réactionnaires se départissent volontairement de leurs profits se trompent gravement. Nombreux sont ceux qui pensent ainsi, qui sont des laquais des patrons, des vendus qui sont passés du côté de l'ennemi. Tout comme les réactionnaires appliquent la dictature, c'est ainsi également que le prolétariat et le peuple doivent lutter non seulement pour de meilleures conditions de vie, mais aussi pour conquérir le pouvoir politique, qui leur permettra d'assurer des conditions de vie dignes.

En particulier, la lutte à Chuqui a la caractéristique d'être impulsée principalement par les mineurs eux-mêmes. Unis, ils ont repoussé les pressions des dirigeants vendus, des gérants, des ministres et des généraux, et ils ont appuyé les dirigeants les plus loyaux envers leur lutte.

Ce ne sont pas seulement les mineurs qui ont lutté, mais aussi leurs femmes et leurs familles. Elles firent sonner leurs marmites vides. Urbina leur demanda de mettre fin à cette attitude.

L'exemple des mineurs du cuivre s'étend comme une traînée de poudre. En plus de Huachipato et de Lota, les travailleurs d'Anesea, des textiles, les employés particuliers des finances et des banques, les travailleurs de la papellera, etc., commencent à exiger une amélioration économique, certains ayant déjà passé leur cahier de charge.

Le mouvement de revendication doit être accompagné de la mobilisation pour le renversement de la dictature en unissant sous la direction prolétarienne le reste du peuple. Il ne peut en être autrement si nous voulons avancer vers le triomphe et la justice, vers la disparition des classes sociales, qui divisent la société en riches qui profitent et en pauvres qui périssent sous le travail agonisant ou la famine du chômage.

**PAIN, TRAVAIL, TERRE ET LIBERTÉ!**

**UNITÉ POUR RENVERSER LA DICTATURE ET POUR COMBATTRE L'IMPÉRIALISME!**

*Front du Peuple*

## Déclaration du Parti communiste révolutionnaire du Chili

Face au voyage en Chine de Hernan Cubillos, ministre des Affaires étrangères de la dictature chilienne, et au renforcement de l'appui des révisionnistes chinois à la junte militaire fasciste, le Parti communiste révolutionnaire du Chili dénonce encore une fois les dirigeants chinois actuels pour leur complicité et leur collaboration ouvertes avec la tyrannie qui opprime notre pays.

Au cours de ce récent voyage en Chine, le ministre des Affaires étrangères de la dictature a été reçu à plusieurs reprises et pendant de longues heures par les révisionnistes connus, comme Teng Siao-ping et le ministre des Affaires étrangères de la Chine, Houang Houa. A ces rencontres, les révisionnistes chinois et les fascistes chiliens ont exprimé des paroles chaleureuses d'éloges mutuels et ont exprimé leur accord sur plusieurs points fondamentaux de leurs politiques internationales, en plus de convenir d'intensifier leurs rapports et leurs échanges économiques et culturels et leurs missions militaires permanentes.

De cette manière, les révisionnistes chinois ont franchi un autre pas dans leur appui à la dictature militaire chilienne, alors que d'autre part ils ont coupé toute aide économique et militaire à l'héroïque République populaire socialiste d'Albanie.

Cette attitude contre-révolutionnaire des révisionnistes chinois est le produit de leur trahison du marxisme-léninisme, de leur révisionnisme ouvert et déclaré, qui, sur le front intérieur, s'exprime par leurs avances vers la restauration du capitalisme et,

sur le front international, s'exprime fondamentalement dans leur désir de transformer la Chine en superpuissance, et c'est à cette fin qu'ils appliquent la théorie réactionnaire des trois mondes, qu'ils s'unissent avec les yankees, qu'ils soutiennent les réactionnaires et les fascistes à travers le monde entier et qu'ils font l'impossible pour entraver la révolution mondiale.

Nous dénonçons aussi l'attitude hypocrite du social-impérialisme soviétique, maître du révisionnisme contemporain, qui, aujourd'hui, tente de se faire passer pour l'"ami du peuple chilien", rompant les relations diplomatiques avec Pinochet alors qu'en même temps, tant l'URSS que les pays qui adhèrent au Comecon maintiennent des rapports économiques avec la dictature chilienne et, par exemple, appuient ouvertement la dictature de Videla en Argentine, maintenant avec elle d'excellents rapports diplomatiques, politiques et économiques. Notre Parti combat pour la libération authentique de notre peuple et non pour échanger un impérialisme contre un autre.

En plus de dénoncer tous ceux qui collaborent avec la dictature, le Parti communiste révolutionnaire du Chili réitère que l'ennemi principal de notre peuple continue d'être l'impérialisme américain, qui a imposé la dictature actuelle et qui, ces derniers temps, se livre à des efforts démagogiques pour changer l'apparence de la dictature tout en maintenant son essence. Nous lançons l'appel au peuple de ne pas se laisser duper par les manœuvres de



l'impérialisme américain et de continuer à suivre la juste directive pour la période actuelle: **Unité du peuple pour renverser la dictature et combattre l'impérialisme!**

Aujourd'hui, la junte militaire fasciste chilienne se trouve très isolée, pleine de contradictions et confrontée à un peuple qui défie ouvertement le fascisme. La situation actuelle d'essor de la Résistance populaire au Chili doit compter sur l'appui de tous les révolutionnaires, patriotes et antifascistes du monde entier, et personne, ni même les révisionnistes chinois par leur soutien à la dictature, ne pourra empêcher le renversement de la dictature. Le

peuple traitera comme ils le méritent tous ceux qui collaborent avec le fascisme.

**Luttons pour l'isolement complet de la dictature et appuyons concrètement la lutte de Résistance que notre peuple développe au Chili et qui sera le principal facteur pour le renversement de la dictature!**

Commission internationale du Comité central du  
Parti communiste révolutionnaire du Chili  
26 octobre 1978

## Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouve

### ROBERTO VIAUX MARAMBIA, ASSASSIN DU GENERAL SHNEIDER, DE RETOUR AU CHILI

Le général à la retraite Roberto Viaux, dont l'implication dans l'assassinat du général Shneider a été ouvertement reconnue, est revenu au Chili dans la matinée du 20 octobre sous la protection de la police après avoir terminé sa peine de cinq années d'extradition au Paraguay, pendant lesquelles son collègue fasciste Stroessner s'est occupé de lui à merveille.

### NOUVEAUX FAITS SUR LA FRAUDE DE LA "CONSULTATION"

Au cours des enquêtes effectuées sur l'assassinat de Letelier, on a découvert de nouvelles fraudes commises par la dictature lors de la soi-disant consultation tenue le 4 février. Le citoyen nord-américain Michael Townley, agent de la DINA détenu aux Etats-Unis en raison de sa responsabilité dans l'assassinat de Letelier, possédait quatre cartes d'identité avec la même photographie mais avec des noms différents; et ces quatre cartes portaient une marque qui prouve qu'elles ont toutes été utilisées pour voter lors de la consultation. Ceci signifie qu'un Nord-Américain qui n'avait droit à aucune carte en avait quatre et les a utilisées pour voter quatre fois. Ceci démontre une fois de plus la farce complète de la "consultation" et la juste ligne des antifascistes conséquents qui appelleront à la boycotter et à s'abstenir d'y participer de quelque façon que ce soit.

### CHOMAGE

Les enquêtes de l'université du Chili révèlent une augmentation des mises à pied à Santiago. La dernière enquête, réalisée en septembre, donne un taux de sans travail de 13.7 pour cent; ce chiffre est supérieur à ceux de septembre 1977 et de juin dernier, qui étaient de 12.8 pour cent. En tenant compte de toutes les personnes adultes qui se trouvent sans travail mais qui désirent en trouver, c'est-à-dire le "chômage total", le chiffre, pour le grand Santiago, atteint 22.2 pour cent, et ceci sans compter les travailleurs à temps partiel et ceux de l'"emploi minimum", ce qui donnerait un taux de chômage supérieur à 25 pour cent. Cette situation est encore plus grave en province, où on trouve les taux de chômage suivants: dans les villes comprises entre La Serena et San Fernando: 23.9 pour cent; entre Talca et Mulchen: 35.6 pour cent; pour Concepcion et Arauco: 38.1 pour cent; entre Angol et Castro: 27.8 pour cent. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des travailleurs à temps partiel et de l'"emploi minimum".



Le chômage frappe principalement la classe ouvrière et la paysannerie mais il atteint aussi des taux élevés chez les employés et les professionnels. La revue pro-junte *Ercilla* a publié dans son numéro du 24 octobre un article intitulé: "Les chômeurs illustres", dans lequel on dit: "Il y a des ingénieurs mécaniciens qui travaillent comme chauffeurs de taxis, des agronomes convertis en vendeurs et des professeurs devenus commis de bureau. (. . .) Ils sont des centaines ceux qui après de longues (et coûteuses) études tentent de mettre en pratique leurs connaissances mais se font répondre *Il n'y a pas de postes vacants.*" Mis à part les fascistes et les réactionnaires qui tentent évidemment de diminuer l'importance du problème, on ne peut pas ne pas tenir compte du grave problème du chômage qui touche plus de 25 pour cent de la population active, c'est-à-dire environ 800,000 travailleurs; et si on inclut leurs familles, c'est environ 3 millions de Chiliens qui sont forcés de vivre dans la misère la plus noire.

### REPRESSION CONTRE LES MINEURS

Parmi les soixante-douze mineurs de Chuquicamata qui ont été détenus, cinquante-trois ont été obligés de quitter leur travail et d'abandonner immédiatement la province d'El Loa où se trouve le minerai. Les dix-neuf autres mineurs sont toujours détenus dans la zone. La répression contre les mineurs est la conséquence de l'importante lutte qu'ils ont menée et qui fut un exemple pour tout le peuple chilien.

### GREVE DE LA FAIM DANS UN PENITENCIER

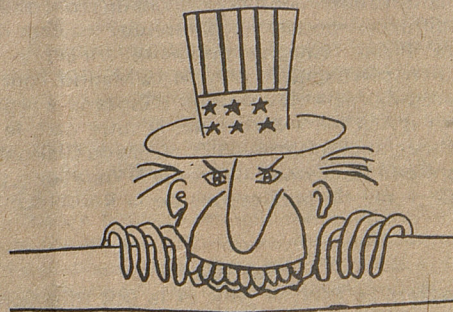
Dans la première quinzaine d'octobre, les détenus politiques de la prison de Santiago ont organisé différentes manifestations de protestation et une grève de la faim exigeant qu'on leur reconnaisse le statut de prisonniers politiques et qu'on cesse de les traiter comme des prisonniers de droit commun comme ce fut le cas jusqu'à maintenant.

### CONTRADICTIONS AU SEIN DES FASCISTES

Le 18 octobre, dans la matinée, l'ex-membre de la junte militaire fasciste Gustavo Leigh a fait des déclarations publiques dans lesquelles il a qualifié l'arrivée au pouvoir de la junte de "coup d'Etat". Il a dit que soixante jours avant sa sortie il avait été diffamé, calomnié et attaqué sans qu'on lui laisse le droit de se défendre; il a ajouté que toutes les accusations qu'on avait portées contre lui étaient absolument fausses. Au sujet de la situation dans le pays il a signalé que "dans le domaine social, ça va mal. Il y a de bas salaires, les corporations ne sont pas écoutées et il y a un problème de la faim."

### REPRESSION CONTRE LES RARES SYNDICATS LEGAUX

Le ministre fasciste de l'Intérieur Sergio Fernandez a annoncé le 19 octobre la dissolution d'au moins sept organisations syndicales





“parce que ce sont des associations illicites de tendance clairement marxiste”. Les organisations syndicales dissoutes sont: la Fédération nationale du Textile, la Confédération paysanne et indigène Ranquil, la Fédération industrielle des Métiers de la Construction, la Fédération des Syndicats industriels de la Métallurgie, la Fédération industrielle minière et d'autres dont jusqu'à présent les noms n'ont pas été révélés.

#### NOUVELLE MANIFESTATION DES FAMILLES DE DETENUS DISPARUS

Le 19 octobre, à midi, une centaine de familles de prisonniers politiques disparus ont organisé une manifestation au coin des rues Bandera et Compania à Santiago, devant les tribunaux et le ministère de la “Justice”. Les manifestants, en grande majorité des femmes, sont restés là durant cinq minutes, empêchant les voitures de passer; ils portaient des pancartes avec les photos de leurs parents et ont distribué une feuille volante sur laquelle ils affirmaient que “la DINA et autres organismes de sécurité du gouvernement militaire sont directement responsables de la disparition des détenus”; les manifestants ont aussi exigé que le décret sur la “mort présumée” ne soit pas édicté. Les carabiniers ont réprimé la manifestation quinze minutes après son début.

#### UNE NOUVELLE OPERATION UNITAS

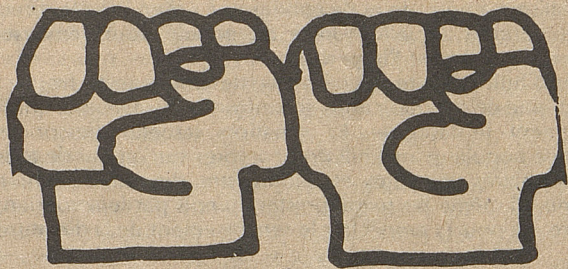
C'est au milieu d'octobre qu'ont débuté, une fois de plus, les opérations navales Unitas, tenues régulièrement par la marine chilienne avec les forces navales américaines. Ces manœuvres-ci sont les dix-neuvièmes. Une fois de plus, les forces armées impérialistes se sont servies de nos ports pour afficher leur puissance et signaler leur présence de patrons, en mettant à profit la complicité servile des fascistes chiliens.

A cette occasion, les navires américains et chiliens effectuèrent des opérations tout le long du littoral, réalisant des manœuvres de défense sous-marine, des changements de formation, des opérations nocturnes; ils pratiquèrent l'artillerie anti-aérienne et de surface, le réapprovisionnement en haute mer et les télécommunications. Priront part aussi à ces opérations l'Aviation navale chilienne, la Force aérienne chilienne et la Force aérienne américaine.

Dans le port de Mejillones, au nord du pays, la flotte des navires de guerre du Pérou se joignit aux navires chiliens et américains et suivit les manœuvres jusqu'au port de Ilo dans le sud du Pérou.

#### LE BEAGLE; TENSION ENTRE GORILLES CHILIENS ET ARGENTINS

Une tension évidente s'est manifestée dans les dernières semaines en rapport avec le problème du Beagle. Les cercles



fascistes chiliens et argentins ont escaladé leurs déclarations, les rendant chaque fois plus menaçantes. Mais ce ne sont pas seulement les paroles qui se sont durcies; les militaires fascistes argentins sont passés aux faits pour tenter d'intimider leurs homologues chiliens. Ils espèrent ainsi “fléchir” la position chilienne face à l'arbitrage de l'Angleterre qui a déclaré territoires chiliens les zones en litige.

C'est ainsi que récemment, les autorités argentines ont rappelé dans l'armée plus de 500,000 réservistes afin, disent-ils, “d'évaluer le potentiel de la nation quant à la sécurité nationale”. De telles opérations n'avaient pas été effectuées en Argentine depuis dix ans.

Une autre des manœuvres entreprises par les militaires argentins fut l'installation de forts contingents armés dans les provinces frontalières avec le Chili, spécialement près de la ville de Mendoza. En outre, dans le sud du pays, des centaines de Chiliens ont été expulsés du territoire argentin de façon arbitraire et avec de mauvais traitements.

#### UNE NOUVELLE FARCE DE LA DICTATURE

Quelques jours après avoir dissous diverses fédérations syndicales, la dictature a organisé, le 31 octobre, les premières élections syndicales depuis le coup d'Etat. Ces élections furent une mascarade de la tyrannie puisque, entre autres choses, il était interdit à toute personne militant dans quelque parti politique ou ayant, au cours de sa vie, participé à quelque activité que ce soit pouvant être considérée comme politique, de se porter candidat; la dictature a aussi interdit la candidature de tout dirigeant syndical actuel ou ancien.

Naturellement, cette farce d'élections syndicales permises par le fascisme a été largement répudiée car elle ne représentait en aucune façon les intérêts des travailleurs. La classe ouvrière et les travailleurs chiliens sont engagés dans un large Mouvement unitaire de réorganisation syndicale et développent leurs propres organisations de classe en luttant fermement pour la défense de leurs intérêts les plus vitaux.

\* \* \*

## Solidarité internationale

### ALBANIE

Du 2 au 4 octobre en République populaire socialiste d'Albanie, une session scientifique a eu lieu sur “Les problèmes de l'évolution mondiale actuelle”. A cette session a participé le Parti communiste révolutionnaire du Chili, qui siégeait au présidium et qui a présenté un exposé intitulé: “De certaines particularités du révisionnisme pro-soviétique moderne”. La délégation du PCR du Chili a de plus visité les villes de Saranda et Gjirokastra, où elle a assisté au festival folklorique national qui s'est tenu du 6 au 12 octobre.

### ESPAGNE

Dernièrement, les documents et positions du Front du Peuple ont connu une diffusion spéciale en différentes localités d'Espagne. L'Agence de Presse Espagne populaire (APEP) a reproduit récemment un numéro spécial d'ANCHA à Madrid. Pour sa part, la Convention républicaine des Peuples d'Espagne a reproduit un autre numéro d'ANCHA à Barcelone. D'autre part, le Front du Peuple et le Parti communiste révolutionnaire du Chili ont participé à la fête organisée à Barcelone par la revue *El Vieja Topo*, y installant des stands de vente de publications de la Résistance populaire chilienne.

### FRANCE

— **Montpellier:** Le PCR, le MIR et la JRR (IIIe Congrès) ont organisé une session d'information sur la lutte de Résistance du

Chili à laquelle ont assisté plusieurs personnes qui ont participé activement au débat.

— **Paris:** Jeudi le 26 octobre s'est tenu au Palais de la Mutualité en cette ville une importante réunion d'appui à la lutte du peuple nicaraguayen, organisée par le Comité Nicaragua, à laquelle ont participé des centaines de personnes. Parmi les nombreuses organisations étrangères qui exprimèrent leur appui, à cette assemblée on comptait le Comité d'Appui à la Résistance populaire chilienne, le Parti communiste révolutionnaire du Chili, le Parti socialiste du Chili (Coordination nationale des Régions), le Mouvement d'Action populaire unitaire du Chili et la Jeunesse radicale révolutionnaire du Chili (IIIe Congrès), des organisations qui firent parvenir leurs salutations chaleureuses d'appui à la réunion et à la lutte du peuple du Nicaragua.

### ANGLETERRE

— **Nottingham:** La branche de cette ville du Syndicat des Travailleurs de la Distribution et Secteurs connexes a organisé vendredi le 27 octobre une réunion d'appui à la lutte du peuple chilien, au cours de laquelle est intervenue une camarade chilienne représentant le Nottingham Chile Committee, qui fournit d'amples informations sur la lutte de notre peuple. Il y eut de plus un important échange de points de vue (dans toute l'assistance) sur les façons de développer les tâches d'appui à la Résistance et de boycottage de la junte militaire fasciste.



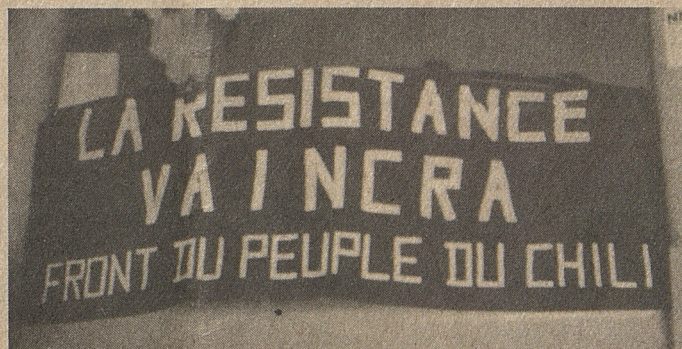
## ITALIE

— **Bologne:** Jeudi le 19 octobre s'est tenu dans cette ville une réunion unitaire d'appui aux peuples opprimés, organisée par le Front du Peuple du Chili et la CISNU (étudiants iraniens). A cette réunion ont participé plus de 200 personnes et ont exprimé leur appui les organisations italiennes Démocratie prolétarienne et le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste), et aussi le Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste). En plus des organisateurs, prirent aussi la parole les représentants du Front populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE) et des partis chiliens tels que le MIR, le PS(CNR), le MAPU et le PCR.

## TURQUIE

La Fédération des Associations de la Jeunesse révolutionnaire patriotique de Turquie a appuyé fermement la lutte du peuple chilien contre la dictature, en particulier les campagnes menées par le Front du Peuple du Chili pour la libération des prisonniers politiques ainsi que pour le retour inconditionnel de tous les exilés. Une lettre de cette association informait ANCHA des activités de solidarité et de l'envoi d'un télégramme de cette organisation à Amnesty International.

D'autre part, notre rédaction a reçu ces dernières semaines divers périodiques turcs qui ont exprimé leur solidarité active avec la lutte du peuple chilien et ont repris beaucoup d'informations d'ANCHA dans leurs pages.



## CANADA

Le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne (B.P. 185, station Outremont, Montréal, Canada) réalise régulièrement des activités de solidarité avec le peuple chilien et reproduit mensuellement le bulletin d'ANCHA en espagnol, en français et en anglais. Ce comité travaille conjointement avec le Comité d'Appui au Peuple espagnol (CAPE), le Groupe d'Etudes progressistes indien (GEPI), la Fédération des Etudiants iraniens, la ZANU au Canada, la Presse étudiante nationale (PEN) et d'autres organisations progressistes.

## Nouvelles latino-américaines

*Le communiqué que nous reproduisons ci-dessous nous est venu directement d'Amérique latine.*

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans un endroit d'Amérique latine, les 29 et 30 septembre, a eu lieu une rencontre entre les délégations des Comités centraux du Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste), du Parti communiste révolutionnaire du Chili, du Parti communiste marxiste-léniniste d'Equateur et du Comité politique national du Parti Bandera Roja du Venezuela.

Cette rencontre avait comme principal objectif d'échanger des expériences sur la lutte de classe révolutionnaire dans ces pays respectifs, d'analyser les caractéristiques et les tâches communes de cette lutte sur le plan continental, d'examiner la situation actuelle et les problèmes fondamentaux qui confrontent le mouvement communiste marxiste-léniniste international et d'établir les devoirs que, conformément à l'internationalisme prolétarien, tous et chacun de nos partis doivent assumer en défendant le marxisme-léninisme, la révolution socialiste et le prolétariat mondial.

Unaniment, les délégations des partis réunis ont décidé de publier une déclaration commune dans laquelle ils expriment leurs opinions sur les problèmes débattus et sur les tâches communes qu'ils s'engagent à entreprendre.

*Amérique latine, le 8 octobre 1978*

Le texte intégral de cette déclaration commune sera à la disposition de nos lecteurs qui le demanderont (en espagnol et prochainement en français).

## BRÉSIL

Quoique l'on connaisse d'avance le résultat des "élections présidentielles" au Brésil, elles n'ont pas manqué de susciter l'intérêt de la presse mondiale, qui a publié et donné amplement d'informations sur l'événement, en tentant plusieurs fois de le montrer comme un pas de ce pays dans le "processus de démocratisation" supposément promu par la dictature militaire elle-même.

Nous tenons à montrer, bien que rapidement, ce qu'il y a derrière tout cela. Pour cela, il n'y a rien de mieux que de nous en remettre aux faits et à leurs principaux protagonistes.

En premier lieu, il convient de rappeler que le Brésil est un pays qui, depuis le coup d'Etat militaire de 1964, est gouverné sans interruption par des gouvernements militaires qui se succèdent les uns aux autres et qui ont tous comme dénominateur commun leur assujettissement inconditionnel à l'impérialisme américain, l'application d'une politique économique réactionnaire et anti-nationale qui a entraîné l'appauvrissement extrême de l'écrasante majorité du peuple brésilien, et le maintien et le perfectionnement

d'un système dictatorial qui nie les droits démocratiques aux larges masses populaires.

Depuis quelques années, comme produit des contradictions entre diverses sections de la bourgeoisie et de la nécessité pour la dictature de contenter le peuple en améliorant du même coup son image internationale, la dictature a permis la formation et l'existence légale d'un parti d'opposition bourgeois, le Mouvement démocratique brésilien (MDB). Celui-ci compte sur une représentation parlementaire et participe même aux élections présidentielles, un véritable poste sur la scène pour changer la tête de la hiérarchie de la dictature, programmé prudemment par le tyran en poste lui-même.

C'est ainsi que le général Joao Baptista Figueredo, candidat du parti gouvernemental ARENA, fut désigné président du Brésil le 15 octobre par un collège électoral restreint à 598 membres (sénateurs, députés et représentants des différents Etats). Figueredo, candidat du gouvernement, a obtenu 355 votes contre 266 pour le général Euler Bentes Monteiro (MDB) et huit abstentions. Au moment même où se déroulait le vote avait lieu dans les corridors du Congrès une manifestation d'étudiants qui revendiquaient l'amnistie politique.

## Les candidats

— Représentant le parti gouvernemental ARENA et désigné il y a quelques mois par Geisel lui-même, le général Figueredo, lugubre chef de la SNI (appareil de renseignements de la dictature brésilienne, frère par le sang et les dollars américains de la non moins sinistre DINA chilienne).

L'historique de Figueredo dans les services de renseignements de la dictature remonte pour le moins à l'époque du dictateur Castello Branco quand il occupait le poste de chef du Service fédéral d'Information. Il a vite fait d'occuper le poste de chef de la Maison militaire de la Présidence, à l'époque du président Médicis, pour culminer son ascension dans l'appareil répressif sous le gouvernement de l'actuel dictateur Geisel, où il est arrivé à être le chef du Service national d'Informations (SNI), où il s'est rendu par ce poste le principal responsable d'innombrables crimes commis non seulement contre les patriotes brésiliens mais aussi contre des révolutionnaires et des démocrates d'autres pays latino-américains. Ses étroits liens et sa complicité avec les chefs des services répressifs d'autres dictatures du continent, comme c'est le cas avec Manuel Contreras de la DINA chilienne, sont connus et prouvés internationalement.

Sont amplement connues les lettres échangées entre les deux chefs du terrorisme d'Etat fasciste dans lesquelles ils exposent leurs idées et leurs plans pour éliminer (lire assassiner) diverses personnalités s'opposant aux dictatures militaires fascistes.

Ironie de la politique d'opérette du continent latino-américain et



de ses dictatures de gorilles fascistes dirigées par les Etats-Unis, Contreras, toujours détenu à Santiago par la dictature pinochétiste elle-même et aussi réclamé par la justice américaine pour sa responsabilité dans l'assassinat d'O. Letelier, attend le verdict de la cour suprême chilienne, qu'elle l'exonère ou qu'elle le remette au pouvoir judiciaire américain. Figueredo, par contre, est grimpé à la présidence de son pays et attend le 15 mars prochain, jour où il entrera dans ses nouvelles fonctions à la tête de la dictature brésilienne.

— Et le candidat de l'opposition bourgeoise? Quelle est son histoire, quel est sa provenance?

Euler Bentes, comme Figueredo, a connu avec le coup d'Etat de 1964 un premier élan dans sa carrière militaire. En 1965, il est désigné général par le gorille de l'époque: Castello Branco. En 1967, il prend la charge de surintendant de SUDENE, organisme d'Etat en charge du "développement" du nord-est du pays, la zone la plus misérable de tout le Brésil. Plus tard, il passe à la direction du département du Matériel de guerre, où il joue un rôle important dans le développement de l'industrie brésilienne dans ce domaine.

En 1977, il se retire, maintenant toujours des relations cordiales avec le régime de Geisel, se trouvant même au nombre des possibles "successeurs" à désigner par Geisel.

Il n'en est pas ainsi et Bentes s'oriente vers l'opposition, acceptant d'être le candidat du MDB et recevant l'appui des sections de militaires réactionnaires qui sont opposées à la fraction militaire dominante.

En résumé, on peut affirmer que même si à travers le programme du MDB s'expriment certaines revendications démocratiques restreintes, tant l'élection présidentielle que les élections parlementaires qui doivent se tenir le 15 novembre sont et seront organisées dans les cadres étroits et les règles du jeu établies par la dictature, cadres et règles à l'intérieur desquelles les intérêts du peuple n'ont ni ne peuvent avoir aucune possibilité d'expression indépendante. La dictature en échange s'est servie d'elles pour changer sa figure et pour montrer à l'opinion publique nationale et internationale la fausse image d'un "processus de démocratisation", quand en réalité ce qu'elle veut mettre de l'avant, c'est l'institutionnalisation du système dictatorial.

Les contradictions et problèmes essentiels de la société brésilienne restent inchangés. Le vaste mouvement populaire pour l'obtention de libertés réelles et pour des droits démocratiques continuera, comme jusqu'à maintenant, à suivre son cours toujours plus impétueux et massif sous le "nouveau régime".

## Appuyons la presse clandestine

Camarades d'ANCHA, veuillez trouver ci-joint ma/notre contribution pour aider chaque Comité de Résistance à acquérir son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

Nom .....  
 Adresse .....

- ..... 10 francs (\$2.50) pour un rame de papier
- ..... 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre à miméographe
- ..... 50 francs (\$12.50) pour des stencils
- ..... 100 francs (\$25.00) pour des règles et divers matériaux d'imprimerie
- ..... 250 francs (\$62.50) pour une machine à miméographe "vietnamienne"
- ..... 500 francs (\$125.00) pour un dactylographe
- ..... 1000 francs (\$250.00) pour une machine à miméographe manuelle
- ..... 1700 francs (\$425.00) pour l'équipement de tout un atelier élémentaire



**MAINTENANT DISPONIBLE!**

EN ESPAGNOL

**CHILI: UNE TENTATIVE  
 DE "COMPROMIS  
 HISTORIQUE"**

Par Jorge Palacios

Prix: 30 F l'unité

Placez les commandes auprès de ANCHA — B.P. 59, Paris 75623, Cedex 13, France. Prière d'envoyer tous les chèques ou mandats à l'ordre de GUERRIEN.

Nom .....  
 Adresse .....  
 Ville .....  
 Pays .....